



Les sciences sociales en question : grandes controverses épistémologiques et méthodologiques

Compte-rendu de la 51^e séance

Enquêter au cœur de la manifestation

27 janvier 2020

La 51^e séance du séminaire¹ porte sur les enquêtes par sondage au sein des manifestations, une méthodologie en plein essor, sur un objet particulièrement en phase avec l'actualité dans un pays comme la France où trois grandes mobilisations viennent de se succéder : le mouvement des Gilets jaunes, la contestation contre la réforme des retraites et la mobilisation contre la Loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).

Les deux intervenant.e.s ont enquêté au sein de manifestations, mais à partir de perspectives théoriques et méthodologiques différentes. Olivier Fillieule (Université de Lausanne, CRAPUL, CNRS) a consacré sa thèse de doctorat aux manifestations de rue, abordées à partir d'archives policières.² Il a ensuite eu un rôle pionnier dans la mise au point d'enquêtes par sondage administrées en cours de manifestation,

¹ Compte rendu rédigé par Fatoumata Diallo et relu par les deux intervenant.e.s.

² Olivier Fillieule *Contribution à une théorie compréhensive de la manifestation : les formes et les déterminants de l'action manifestante dans la France des années 1980*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques. Paris, 1994. Elle a été publiée sous le titre *Stratégies de la rue : les manifestants en France*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997.

remettant les acteurs, c'est-à-dire les manifestants, au centre de la perspective en réaction aux approches privilégiant les épisodes manifestants (Protest Events Analysis/PEA)³.

Marion Guenot (Centre Maurice Halbwachs, ENS) a fait sa thèse sur les groupes d'intervention régionaux de la police judiciaire.⁴ Elle vient de commencer un nouveau projet postdoctoral consacré aux conflits du travail dans les métiers de l'ordre (police, gendarmerie et administration pénitentiaire) qui l'a amenée à s'intéresser aux manifestations de policiers. Elle a choisi de les aborder à travers une méthodologie résolument ethnographique, qui place l'observation participante au cœur de la collecte de données. Elle vient de publier un article sur ce sujet « Quand les hommes en bleu débattent des « gilets jaunes »⁵.

Avant de leur donner la parole Nonna Mayer rappelle le sort des deux chercheurs du CERI, Roland Marchal et Fariba Adelkhah, détenus en Iran depuis le mois de juin 2019 et elle rappelle la mobilisation en cours à Sciences Po contre le projet de LPPR.

Olivier Fillieule

Olivier Fillieule présente le développement des méthodes d'enquête par sondage auprès des manifestants (Individual Surveys in Rallies/INSURA) en quatre temps.

³ Pierre Favre, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, « La fin d'une étrange lacune de la sociologie des mobilisations: L'étude par sondage des manifestants : fondements théoriques et solutions techniques », *Revue française de science politique*, 47(1), 1997, p. 3-28 ; Olivier Fillieule, Philippe Blanchard, « Individual Surveys in Rallies (INSURA). A new tool for exploring transnational activism ? » in Simon Teune (dir.), *The Transnational Condition. Transnational Challengers How Activism beyond Borders Changes the Face of Protest*, Oxford and New York, Berlin, Berghahn, 2010, pp.186-210.

⁴ Marion Guenot, « La construction de nouvelles politiques sécuritaires à travers l'enjeu de la lutte contre le grand-banditisme (1980-2000) », thèse de doctorat, Université Paris 8, 2018.

⁵ Guenot M., « Quand les hommes en bleu débattent des « gilets jaunes », *The Conversation*, octobre 2018 : <https://theconversation.com/quand-les-hommes-en-bleu-debattent-des-gilets-jaunes-125640>

L'origine des INSURA au début des années 1990

A l'époque les manifestants, leur profil et motivations sont essentiellement abordés sous l'angle du « potentiel protestataire » tel que défini dans les enquêtes « Political Action »⁶, explorant la propension à utiliser des modes d'action protestataire comme la manifestation de rue, à partir de questions sur le fait l'approbation de ce mode d'action, de son efficacité et le fait d'y avoir eu recours. Lui-même, pour sa thèse a étudié les manifestations à travers des sources policières, ce qui lui a permis d'avoir des données sur les événements et les organisations impliqués mais pas sur les individus. Il cherche donc avec Nonna Mayer et Pierre Favre à aller plus loin, en saisissant les manifestants dans l'action, et en articulant plus précisément comportements de participation dit alors « conventionnels » (comme le vote) et « non-conventionnels » (comme la manifestation).

Un autre enjeu théorique se rapporte au concept du « moratoire politique des années de jeunesse » tel que défini par Anne Muxel⁷. Une étude des manifestants par questionnaire permettait de saisir l'histoire manifestante des enquêtés, la fréquence de leur participation à ces manifestations et les effets de la socialisation politique secondaire produits par la participation à ces manifestations, ainsi que leur durée dans le temps. Par ailleurs, à l'époque, la légitimité même de la manifestation en tant que moyen d'action est remise en cause, notamment la représentativité des manifestants par rapport aux intérêts qu'ils disent défendre.

Olivier Fillieule reconnaît qu'il était sans doute naïf de faire remplir des questionnaires individuels pendant les manifestations, activité collective où il s'agit de faire nombre ensemble. Mais ces interrogations réflexives ont surtout émergé plus tard, après que ces méthodes ont été diffusées et réutilisées plus largement.

⁶ Samuel Barnes, Max Kaase, *Political action, Mass participation in Five Western Democracies*, London, Sage, 1979.

⁷ Anne Muxel, « Le moratoire politique des années de jeunesse », in Annick Percheron et René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Editions Economica, 1991, pp. 203–32.

Le développement de la méthode

L'article de 1997 dans la RFSP marque le point de départ de l'étude des enquêtes par questionnaire au sein des manifestations⁸. Il présente la méthode, comment elle a été testée et ses limites. Une des principales difficultés tient à la sélection aléatoire des enquêtés dans un flux de manifestants. C'est la seule méthode d'échantillonnage possible, puisqu'on ne connaît pas la population de référence au départ. Or les individus ne se distribuent pas de manière aléatoire dans le défilé. Ils défilent en grappe, derrière des banderoles, dans des petits groupes d'interconnaissances, de parents et d'amis et se regroupent au moment de la phase de rassemblement par affinités politiques et organisationnelles.

L'article de 1997 est repris et popularisé auprès des spécialistes des mouvements sociaux par Peter Van Aelst et Stefaan Walgrave dans un article de 2001. La méthode des questionnaires séduit, elle permet une approche quantitative des manifestations et d'effectuer des comparaisons internationales, deux caractéristiques qui sont souvent des conditions nécessaires pour les projets de recherche européens. Elle va très vite être utilisée pour comprendre l'émergence du mouvement altermondialiste, sa sociographie, son homogénéité et ses lignes de fractures. Les enquêtes par sondage montrent que les participants à ces mouvements transnationaux sont souvent des primo manifestants, plutôt jeunes, et des *rooted cosmopolitans* au sens de Sidney Tarrow, c'est-à-dire à la fois internationalisés (liens nombreux avec l'étranger, voyages, maîtrise de langues étrangères, etc.) et enracinés dans le militantisme de leur pays respectifs⁹.

En Italie le projet européen comparé intitulé DEMOS (Democracy in Europe and the Mobilization of the Society) a également fait usage de ces méthodes, de préférence aux PEA (analyses d'événements protestataires).¹⁰ Le projet CCC (Caught in the Act

⁸ Pierre Favre, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, « La fin d'une étrange lacune ... », art. cit.

⁹ Voir Olivier Fillieule et al., « L'altermondialisation en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement: Les participants du contre-sommet du G8 d'Evian », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, 17(68), 2004, pp. 13–48 : <https://doi.org/10.3406/polix.2004.1992>

Voir Donatella Della Porta, « Démocratie en mouvement. Les manifestants du Forum social européen, des liens aux réseaux », *Politix*, 68(4), 2004, pp. 49-77 : doi:10.3406/polix.2004.1638

¹⁰ Plusieurs ouvrages sont issus de ce projet dont Donatella Della Porta, *Social Movements in Times of Austerity: Bringing Capitalism Back Into Protest Analysis*, Hoboken, New Jersey : John Wiley and Sons, 2010; Hank Johnston, *Culture, Social Movements, and Protest*, Farnham, Ashgate, 2009.

of Protest. Contextualizing Contestation) coordonné par Bert Klandermans, Jacquélien van Stekelenburg et Stefaan Walgrave illustre aux yeux d'Olivier Fillieule certains travers des INSURA¹¹. En effet, les données finales sont très intéressantes mais les questions choisies et leur interprétation sont parfois contestables. Le chercheur renvoie à un numéro spécial de la revue *Mobilization* paru en 2012 comme introduction à ces travaux¹².

Éléments de méthode

L'une des premières questions de méthode concerne le type de foule qui peut être étudiée à travers un sondage en cours de manifestation ou INSURA. Pour illustrer son propos, le chercheur se fonde sur un tableau issu d'un article d'Alexander Berlonghi qui classe les foules (en mouvement, ou fixes, dense ou pas, organisées ou pas, agressives ou pas, etc.)¹³. Certaines ne peuvent être étudiées avec cette méthode : les foules agressives, ou non-organisées par exemple. Cela explique les difficultés de l'enquête auprès des Gilets jaunes par exemple.

La deuxième question concerne l'identification des manifestants dans des événements où l'on trouve aussi des observateurs et des simples passants. L'intervenant s'appuie là sur un schéma issu du livre de Pierre Favre dans lequel on distingue les différents éléments d'une manifestation et notamment, entre les manifestants et les forces de l'ordre, un groupe distinct appelé la « nébuleuse »¹⁴. Dans les années 1990, cette nébuleuse était un petit groupe d'individus. Dans beaucoup de rassemblements actuels, elle peut être plus conséquente que le corps des manifestants.

Trois problèmes de méthodes émergent alors. Le premier est le refus potentiel des personnes sollicitées à prendre part à l'enquête. Dans les faits, Olivier Fillieule n'a que très peu de refus puisque ces personnes sont déjà en train de s'exprimer

¹¹ <http://www.protestsurvey.eu/>

¹² Olivier Fillieule, "The Independent Psychological Effects of Participation in Demonstrations", *Mobilization: An International Quarterly*, 17(3), 2012, pp. 235-248.

¹³ Alexander Berlonghi, "Understanding and planning for different spectator crowds", *Safety Science*, 18(4), 1995, pp. 239-247.

¹⁴ Pierre Favre, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences Po, 1990.

lorsqu'elles manifestent. Inversement, les taux de refus des personnes sollicitées en face-à-face dans la manifestation sont plus faibles que ceux des personnes à qui on demande de renvoyer un questionnaire plus tard, hors contexte. Et on retrouve les biais habituels liés à l'âge, au niveau d'éducation et au groupe politique d'appartenance. Le deuxième problème concerne la diversité morphologique de la manifestation. Il s'agit souvent de défilés à densité variable en forme d'accordéon et il faut en tenir compte lorsque l'on répartit les enquêteurs dans la foule pour garantir la représentativité de l'échantillon. Dans le cas d'un rassemblement statique, on peut quadriller la zone par groupes d'appartenance et répartir les enquêteurs de façon aléatoire.¹⁵ Lorsque qu'il s'agit d'un défilé, Olivier Fillieule recommande la « méthode Carmen » (présentée dans l'article de 1997). Elle consiste à répartir les enquêteurs en deux équipes A et B : l'équipe A part en premier et interroge les premiers rangs puis les rangs qui leur succèdent et avance ainsi moins vite que le cortège, tandis que l'équipe B part en dernier et interroge les derniers rangs puis ceux qui leur précèdent de façon à remonter le cortège. L'équipe A, la garde descendante, et l'équipe B, la garde montante, finissent par se rencontrer et doivent alors s'arrêter.

Le chercheur rappelle qu'il est important d'avoir des équipes mobiles : la manifestation est différente pour une équipe statique qui aura vu tout le défilé passer en une heure et qui disposera donc beaucoup de moins de temps, contrairement à une équipe mobile pour qui la manifestation durera quelques heures de plus.

Le dernier problème concerne les questionnaires : faut-il les faire remplir directement avec les manifestants en face-à-face ou les laisser les renvoyer par la poste. Olivier Fillieule insiste sur l'importance du face-à-face pour recueillir des données qualitatives, même si la méthode permet une exploitation quantitative. La volonté d'obtenir le plus grand nombre de questionnaires plutôt que de rechercher surtout des questionnaires de qualité constitue selon lui l'un des principaux travers de l'usage actuel de cette méthode.

¹⁵ John Seidler, Katherine Meyer, Lois Gillivray, "Collecting data on crowds and rallies: A new method of stationary sampling", *Social Forces*, 55(2), 1986, pp. 507-519.

Les résultats

Cette méthode permet surtout de recueillir des données sociographiques et des informations sur les participants aux différents mouvements sociaux. Le chercheur donne l'exemple de leur étude déjà citée sur le mouvement altermondialiste qui leur a permis de mesurer le degré de cosmopolitisme des manifestants selon leur nombre de liens avec l'étranger ou les langues parlées. Leur conclusion est que le cœur des militants du mouvement était très internationalisé tandis que les autres n'avaient aucun lien avec l'étranger.

Olivier Fillieule précise aussi qu'il est difficile de mesurer les motivations des manifestants via cette méthode car au moment où on les interroge, ils sont en train d'exprimer une opinion, en partie sur un mode stratégique. Ils tendent à évoquer davantage des justifications que leurs motivations.

Certains résultats des enquêtes par questionnaire peuvent avoir une portée politique forte. L'intervenant évoque un article du *Monde* sur les Gilets jaunes tiré des données de 166 questionnaires qui situait les participants au mouvement sur l'échiquier politique¹⁶. Or ce mouvement refusait d'être classé à droite ou à gauche : dans ce cas-là, l'enquête par questionnaire peut aller à l'encontre des principes même du mouvement.

Il ne faut pas oublier non plus que les manifestants ne sont pas des individus perdus dans la foule. Les INSURA permettent de savoir comment ces personnes en sont venues à manifester (sont-elles venues en groupes, comment sont-elles venues, etc.). Les résultats aux questionnaires individuels peuvent donc permettre de pondérer la force des différents mouvements appelant à manifester si on demande aux personnes interrogées à quels groupes/réseaux/syndicats elles s'identifient. Ils permettent aussi d'établir les liens de multi-appartenance dès lors que les individus s'identifient à plusieurs groupes différents et de mesurer les liens entre différentes organisations à partir de ces résultats.

¹⁶ « Gilets jaunes » : une enquête pionnière sur la « révolte des revenus modestes », *Le Monde*, 11 décembre 2018, https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/11/gilets-jaunes-une-enquete-pionniere-sur-la-revolte-des-revenus-modestes_5395562_3232.html

En conclusion, Olivier Fillieule insiste sur le fait que ces enquêtes dans une manifestation donnée ne livrent pas la vérité d'un mouvement social. Un mouvement social est une succession d'événements protestataires. Si on n'en mesure qu'un seul nous avons une photographie, pas un film. De même, les enquêtes qui comparent différents mouvements dans plusieurs pays avec ce type de données ne sont pas toujours pertinentes, elles comparent l'incomparable, hors contexte.

Intervention de Marion Guenot

Marion Guenot entend montrer à travers son intervention ce que l'on peut gagner en choisissant une approche qualitative plutôt qu'une approche quantitative censée être plus représentative. Néanmoins, elle reconnaît d'emblée que l'approche qualitative à taille humaine qu'elle a choisie limite forcément le nombre de discussions et de sites d'observation.

Les travaux actuels de Marion Guenot portent sur les enjeux salariaux et statutaires saisis à travers la mobilisation en faveur des retraites. Au cours des deux dernières années, elle a pu observer plusieurs protestations collectives d'agents de police et constater qu'elles mettent en œuvre un vaste répertoire d'actions, inégalement couvertes par les médias. Elle s'intéresse aux agents de base que l'on peut répartir en trois catégories :

- Les policiers des plus petits grades, soit les gardiens de la paix, brigadiers, les brigadiers chefs et les majors ;
- Les personnels administratifs et techniques, agents titulaires de la fonction publique de catégorie C n'ayant pas le statut de policier ;
- Les techniciens de la police technique et scientifique font aussi partie de cette catégorie, le fait qu'ils n'aient pas de statut de policier constituant un enjeu de leur lutte ;
- Les adjoints de sécurité, les « contrats jeunes » de la police, qui assistent les titulaires et apprennent le métier au cours de contrats de trois ans avant de passer le concours de gardien de la paix. Ces agents sont de plus en plus exposés au danger et se voient confier des missions d'agents titulaires.

Les revendications des deux derniers groupes sont de plus en plus visibles. Les manifestations de policiers ne sont pas un objet de recherche nouveau : l'intervenante mentionne les travaux d'Emmanuel Blanchard¹⁷, de Dominique Monjardet et Catherine Gorgeon¹⁸, d'Élodie Lemaire¹⁹ qui ont respectivement utilisé les archives, les coupures de presses et les publications syndicales comme sources. Elle s'attarde sur Benjamin Pabion, un chercheur qui a utilisé l'observation ethnographique pour sa thèse tout en restant relativement extérieur aux rassemblements, ce qui a parfois suscité des réactions hostiles de la part des policiers.²⁰ Pour ses enquêtes, Marion Guenot tente d'apporter une autre perspective à travers l'approche ethnographique. Elle a cherché à s'affranchir de « l'ethnocentrisme du manifestant de gauche », pour qui les manifestations policières sont souvent considérées comme dépolitisées (pas de tracts, de pancartes, de slogans, les agents ne feraient que rire, discuter en défilant). Il s'agit justement de s'intéresser à leurs discussions et, plus largement, de comprendre ce qui se passe dans ces manifestations d'apparence très sages.

La chercheuse apporte ensuite des précisions sur les mouvements en cours en cherchant à dépasser l'image que donnent les médias de ces mobilisations. Le gouvernement prévoit de mettre en place une retraite à points pour les policiers et l'un des enjeux est de séparer les agents qui travaillent en situation dangereuse de ceux qui ne seraient pas exposés au danger qui sont supposés devoir travailler plus longtemps. Cette situation est mal vécue, non seulement par les policiers qui travaillent dans les bureaux mais aussi par les agents de la police technique et scientifique eux-mêmes confrontés au danger sans avoir le statut spécial du policier. Les organisations de policiers de base, en particulier les syndicats des gardiens et gradés, sont très sollicités par les médias, et beaucoup sur le sujet des violences policières, au détriment des représentants de l'institution elle-même et des autres problèmes de la profession. Plusieurs agents qui ont essayé de mettre leurs

¹⁷ Emmanuel Blanchard, « Quand les forces de l'ordre défont le palais Bourbon (13 mars 1958). Les policiers manifestants, l'arène parlementaire et la transition de régime », *Genèses*, 83(2), 2011, pp. 55-73. doi:10.3917/gen.083.0055

¹⁸ Catherine Gorgeon, Dominique Monjardet, « Le malaise policier » *Regards sur l'actualité*, 279, 18, 2002.

¹⁹ Elodie Lemaire, *Division du travail dans l'institution policière : Ethnographie d'un commissariat de sécurité publique* (Thèse de doctorat), Université de Picardie Jules Vernes, Amiens, 2011.

²⁰ Benjamin Pabion, *Travail de représentation et rapport au politique dans le syndicalisme policier* (Thèse de doctorat), Lyon 2, 2018.

revendications en avant ont découvert qu'ils allaient finalement devoir débattre avec des militants des quartiers populaires ou des Gilets jaunes blessés. Sans nier le fait que plusieurs d'entre eux recherchent ce type de confrontation, il faut prendre au sérieux les émotions de ces agents : la surprise, la peur, le stress de se savoir observés par des collègues et par la hiérarchie, qui les conduit à ne pas toujours dire ce qu'ils pensent vraiment.

Marion Guenot évoque alors son enquête actuelle. En 2016, son travail de thèse portait sur les groupes d'intervention régionaux (GIR), petites unités comprenant des agents aux mandats différents. À l'automne 2016, les images de l'agression d'une voiture de police au cocktail Molotov à Viry-Châtillon commencent à circuler.²¹ Les quatre agents à bord de la voiture sont gravement blessés et l'événement suscite une vive émotion. Deux éléments retiennent l'attention des policiers. D'abord, le statut de contractuel de l'un des agents blessés, un adjoint de sécurité qui n'avait pas encore passé son concours ; ensuite, le contenu de la mission de ces policiers qui devaient protéger une caméra. A la suite de ce grave incident les syndicats de policiers ont demandé à être reçus par Jean-Marc Falcone, le directeur général de la Police nationale. Ils ont été suivis d'un millier de protestataires qui se postent sous les fenêtres du ministère de l'Intérieur et refusent de désigner un porte-parole pour se joindre aux syndicalistes et s'entretenir avec le directeur général. La suite est connue, la voiture du directeur est secouée à sa sortie, un manifestant se jette sous sa voiture. Par la suite, des listes de revendications affluent sur les réseaux sociaux. De l'extérieur, on pourrait penser que les policiers, et donc les protestataires forment un corps uni. Pourtant, la chercheuse note des divisions au sein des unités qu'elle observe : certains agents se reconnaissent dans la protestation (souvent des gardiens de la paix, les policiers issus des BAC et des police-secours), d'autres la craignent ou la désapprouvent (souvent des officiers et commissaires).

A cette période, Marion Guenot commence à assister aux moments de protestation. Elle a alors un statut de stagiaire officielle à la Police nationale, ce qui facilite la discussion avec les agents. Entre ses premières observations en manifestation et ses observations plus longues et plus poussées des enquêtés dans les GIR, elle

²¹ Des policiers blessés par une attaque aux cocktails Molotov dans l'Essonne (*Le Monde*, 8 octobre 2016).

élabore un mini-questionnaire qui « fait sociologue » aux yeux des personnes ou des groupes de personnes interrogées. Les questions portent sur l'âge, l'origine, le parcours de manifestant ou encore le métier des parents. Elles lui permettent d'aborder ensuite les opinions politiques. Elle interroge les agents sur les revendications qui leur parlent le plus et s'aperçoit que la majorité des demandes portent la marque des petits fonctionnaires de police : les agents demandent des commissaires issus du rang, la revalorisation des statuts des adjoints, la lutte contre les suicides ou le paiement des heures supplémentaires. Le fait que sa question soit ouverte laisse aux agents l'espace nécessaire pour expliquer leurs opinions. Ainsi, concernant la revendication de la fin du laxisme judiciaire, les enquêté.e.s évoquent à l'appui leur expérience, par exemple concernant des violences conjugales, ou le fait de ne pas être reconnu comme victime. Marion Guenot souligne aussi le fait que la majorité de ceux qu'elle a rencontrés parlent surtout de la classe politique qui, selon eux, crée des lois pour se protéger des poursuites judiciaires et qui les empêche par conséquent de travailler. Un mot d'ordre est donc une « revendication chapeau », au sens où elle est endossée par une multitude d'agents ayant des expériences très variées de la justice.

La sociographie des manifestants est très diverse. Seuls quelques points se détachent : le mouvement est très parisien, les travailleurs de nuit sont particulièrement représentés, les participants sont souvent en service ou en situation de travail. En choisissant de poser des questions ouvertes aux agents, de s'insérer au sein des réseaux de sociabilité et de suivre les personnes enquêtées, la chercheuse a pu étudier et mieux comprendre leurs revendications au-delà de ce qui est le plus souvent repris par les médias et les acteurs politiques.

Le mouvement des policiers de 2016 ne parvient pas à s'inscrire dans la durée puisque plusieurs événements extérieurs (affaire Théo, annonces budgétaires, évolution de la légitime défense) ont permis à la fois au pouvoir politique d'apparaître comme réactif et profondément divisé le mouvement. Seuls quelques collectifs se sont maintenus.

Au début du mouvement des Gilets jaunes, l'intervenante explique que ses enquêté.e.s se reconnaissent dans le mouvement et sont très enthousiastes. Diverses initiatives sont prises par les agents pour soutenir le mouvement : certains

ont enfilé un gilet jaune et ont manifesté sur les ronds-points, d'autres ont appelé à une grève des PV, d'autres encore ont proposé un comptage alternatif ou utilisé le levier juridique à travers un recours contre les lanceurs de balles de défense (LBD) devant le Conseil d'Etat, certains agents techniques ont refusé d'assurer leur travail de soutien auprès des CRS ou dans les commissariats, d'autres ont déposé plainte contre leur hiérarchie. Chacune des organisations a composé avec ses propres ressources et selon ses propres priorités. Cela a créé des conflits entre plusieurs composantes des forces de police qui se sont mutuellement accusées de vouloir nuire à la police ou au mouvement. Ces moments ont pu être difficiles pour la chercheuse puisque des amitiés qui s'étaient créées spontanément dans les premiers mouvements avec certains interviewés se sont brisées, des personnes très présentes dans l'enquête au début se sont mises en retrait et Marion Guenot a parfois eu le sentiment de piétiner.

Elle évoque ensuite les mouvements les plus récents, les manifestations pour la préservation du système de retraites, où toutes les unités sont représentées. Grâce à son insertion dans les réseaux de sociabilité des enquêtés elle peut observer sur le temps long des phénomènes moins spectaculaires que ceux mis en avant par les médias. Elle peut arpenter les manifestations pour y retrouver des personnes qu'elle connaît. Elle est ainsi tenue au courant des conflits, des tensions, des désaccords de stratégie et présentée à des manifestants de province qui ont une autre expérience des Gilets jaunes. En conclusion, elle rappelle que la méthode ethnographique choisie nécessite de proscrire le dictaphone et le calepin qui « font journaliste » et de s'appuyer plutôt sur sa mémoire, de faire des pauses pour noter les choses. Son travail permet de prendre la mesure de la crise que traverse l'institution, qui ne parvient plus à assurer son rôle de garante de la cohésion au sein de ses agents.

Discussion par Nonna Mayer

Nonna Mayer souligne d'abord le fait que les deux intervenant.e.s ont abordé le même objet de façon différente Olivier Fillieule s'est d'emblée intéressé aux manifestations de rue tandis que Marion Guenot y est arrivée par hasard par le biais

de l'étude des forces de l'ordre. Toutefois, les deux ont enquêté au cœur de manifestations et rencontré des problèmes similaires. Sa première question s'adresse donc aux deux chercheurs : existe-t-il des problèmes spécifiques à l'enquête en cours de manifestation ?

Elle s'adresse ensuite à Olivier Fillieule, pour demander s'il lui est arrivé de faire de l'ethnographie de manifestations, notamment dans ses enquêtes récentes sur les Gilets jaunes. Elle l'interroge ensuite sur le nombre de refus qu'il a essuyés en moyenne dans ses dernières enquêtes en cours de manifestations. Elle souhaite aussi savoir s'il existe des différences de profil parmi les manifestants selon l'objet de la manifestation et s'il existe des styles de manifestants distincts selon les pays, des « cultures » manifestantes ? Puis, elle demande à Marion Guenot si elle aurait pu mener ses travaux sans son statut de stagiaire dans la police. Elle l'interroge aussi sur l'impact du genre, souhaitant savoir notamment si les policières étaient plus faciles d'accès. Elle fait ensuite référence au travail de Geneviève Pruvost qui insiste sur l'effet de la position sociale de la chercheuse par rapport aux enquêté.e.s et demande à Marion Guenot s'il était plus facile pour elle de s'entretenir avec les agents du bas de la hiérarchie et avec les plus jeunes, ceux de son âge²². La dernière question concerne la restitution aux enquêté.e.s des résultats de sa recherche.

Réponses de Marion Guenot

Il lui paraît difficile de savoir comment l'enquête se serait déroulée si elle n'avait pas eu le statut de stagiaire. Elle en profite pour dire un mot du profil des manifestants observés : ils étaient plutôt jeunes, des trentenaires pour la plupart et comprenaient beaucoup de femmes et de personnes racisées. Cette jeune génération l'a aidée et lui a notamment facilité l'accès aux syndicats majoritaires, dont les membres plus âgés avaient plus tendance à la méfiance envers les chercheur.se.s en sciences sociales. Cette nouvelle génération est aussi plus diplômée que les précédentes. L'élévation du niveau d'études requis pour accéder aux fonctions de policier se

²² Geneviève Pruvost G. (2007), « Enquêter sur les policiers. Entre devoir de réserve, héroïsation et accès au monde privé », *Terrain*, 48, pp. 131-148.

ressent dans l'interaction avec les enquêté.e.s, les policiers savent ce qu'est la sociologie, d'où l'ouverture dont ils font preuve au cours de l'enquête.

Marion Guenot explique que les enquêté.e.s ont besoin de savoir ce qu'elle pense de leur mouvement avant même de répondre à ses questions et veulent une restitution des résultats de recherche. La chercheuse cherche à les impliquer le plus possible afin de les faire se sentir en sécurité et d'autant plus libres de parler par la suite. La lecture de son article sur le site *The Conversation* a été apprécié par beaucoup d'enquêté.e.s.

Réponse d'Olivier Fillieule

Olivier Fillieule a eu recours à trois types d'ethnographies pour ses enquêtes dans les manifestations. Pendant sa thèse tout d'abord, il travaille du côté des forces de l'ordre et mène des observations dans les cars avec les CRS ou la Police nationale car il s'intéresse au travail policier de maintien de l'ordre et à la survenance de la violence. Ensuite, il s'est demandé ce que l'activité manifestante fait aux participants, et a cherché à mieux comprendre les processus de socialisation en cours lors de ces manifestations. Enfin, à l'occasion de son étude des Gilets jaunes, entreprise depuis décembre 2018 sur les ronds-points du Var, il mène des observations sans objectifs particuliers au cœur de ces rassemblements qui n'ont pas la morphologie des manifestations traditionnelles et ressemblent plus à des promenades. Il voit les individus apprendre à manifester petit à petit. Le chercheur précise toutefois que l'ethnographie n'est pas au cœur de sa démarche. Il souligne aussi la proportion importante de jeunes dans les manifestations. Le manque d'études sur les aspects spécifiques à la participation des jeunes lui apparaît comme une grande lacune des recherches sur les mouvements sociaux. Il note que les femmes sont souvent nombreuses dans les mouvements sociaux mais peut-être plus encore dans le mouvement des Gilets jaunes et qu'elles y occupent des places de meneuses.

Quant à la question des types de manifestants selon les nationalités, Olivier Fillieule rappelle qu'il existe des différences culturelles mais qui sont sans doute en train de

se réduire. Il doute que les Français aient un goût plus prononcé que dans les autres pays pour la protestation mais mentionne qu'ils ont peut-être plus de griefs qui les amènent à manifester plus fréquemment.

Débat avec la salle

Pauline Brücker (CERI) demande à Marion Guenot si les difficultés liées à la mémorisation (puisque la chercheuse ne prend pas de notes et n'a pas de magnétophone) sont spécifiques à l'étude des manifestations de policiers et s'il existe d'autres obstacles particuliers à l'étude de ces manifestations. Elle l'interroge ensuite sur la façon dont elle a établi des liens de confiance avec ses enquêtés.e.s. Puis, elle questionne Olivier Fillieule : combien de temps peut durer un questionnaire auprès des manifestants et à quel degré de profondeur est-il possible d'aller ? Elle l'interroge ensuite sur l'articulation entre les méthodes et les questions de « carrières militantes » et enfin demande si le questionnaire peut être un prétexte pour établir des contacts dans des manifestations à très petits effectifs.

Marion Guenot explique que l'une des difficultés principales particulières à l'étude des agents de police est la tendance de ces derniers à se lancer dans des discours de justification. C'est pourquoi établir une relation d'enquête sur la durée est important pour voir les personnes évoluer et se livrer sans crainte d'être jugées.

Quant aux questionnaires, Olivier Fillieule précise qu'ils ne doivent pas durer plus de dix minutes, soit une page recto-verso, et ne pas comporter de questions ouvertes qui demandent trop de temps de réponse. Les questionnaires à renvoyer après la manifestation peuvent être plus longs, raison pour laquelle on choisit parfois de les combiner avec l'enquête durant la manifestation. Il confirme aussi que le questionnaire peut être une bonne entrée en matière, il peut être plus facile d'inviter des personnes déjà interrogées à participer à d'autres questionnaires par la suite.

Quant à la question de l'analyse des « carrières militantes », Olivier Fillieule explique qu'en dix minutes, on n'a pas le temps d'aller assez en profondeur et qu'il préfère faire remplir des calendriers de vie à ses enquêtés. Ce sont des grandes feuilles qui imitent la forme de CV sur lesquelles les personnes retracent leur carrière. Il faut environ une demi-heure pour les remplir et le chercheur en a notamment distribués

lors de ses études auprès de Gilets jaunes sur les ronds-points varois. Il rappelle que si toutes les manifestations ne peuvent pas être étudiées par questionnaires, il considère que cela est possible dans le cas d'un rassemblement même comprenant un faible nombre de participants. Il y a toutefois une hypervisibilité de l'enquêteur dans ces cas-là, qui peut être handicapante s'il y a des réticences à l'enquête parmi certains participants au rassemblement. Sur le sujet, Nonna Mayer fait référence au travail de Frédéric Vairel qui a étudié les *sit-in* au Maroc.²³ Lors de rassemblements à petits effectifs, en particulier dans des contextes autoritaires, on se noie moins facilement dans la masse et l'on suscite vite la suspicion de la part de la police comme des manifestants.

Anja Durovic (CEE) dit apprécier les perspectives croisées des deux intervenants qui montre qu'il est nécessaire de choisir la méthode en fonction de la question de recherche. Elle demande à Marion Guenot comment elle a enregistré les caractéristiques des personnes enquêtées et la questionne également sur les différences éventuelles de résultats entre les questionnaires remplis en face-à-face dans la manifestation et ceux renvoyés par les enquêtés.e.s.

Marion Guenot précise que les milieux étudiés constituent un petit monde dans lequel les individus se croisent, se recroisent et se reconnaissent. Elle explique qu'après les premiers échanges, elle prend les coordonnées de la personne et lui demande de valider les informations à son sujet, ce qui lui permet d'inclure l'enquêté.e dans la démarche de recherche, voire de l'enrôler dans l'étude sur le plus long terme.

Au sujet du décalage entre les questionnaires remplis en manifestation et ceux renvoyés plus tard, Olivier Fillieule fait référence à des biais similaires observés dans les enquêtes électorales selon qu'elles sont effectuées en face à face ou en ligne. Par exemple, il y a une surdéclaration d'appartenance au Rassemblement national dans les questionnaires en lignes pour le mouvement des Gilets jaunes, les plus jeunes répondent moins aux questionnaires à renvoyer à l'inverse des femmes. Nonna Mayer dit observer les mêmes biais dans les enquêtes annuelles sur le

²³ Frédéric Vairel, « L'ordre disputé du *sit-in* au Maroc », *Genèses*, 59(2), 2005, pp.47-70. doi:10.3917/gen.059.0047

racisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme. Les personnes qui répondent en face à face, qui ont ouvert leur porte à l'enquêteur, sont plus confiantes, plus à gauche et plus tolérantes, on constate de larges écarts sur les réponses aux questions relatives à l'immigration ou à l'islam entre les deux échantillons²⁴.

Dominique Boullier (CEE) s'adresse aux deux intervenants et leur demande s'il convient de faire une différence entre une sociologie des manifestants et une sociologie des manifestations. Il se demande également s'il est encore possible de faire de la sociologie des individus manifestants alors que ces derniers souhaitent être comprises comme un ensemble, un mouvement et non classés en catégories ? Il revient ensuite sur un commentaire d'Olivier Fillieule concernant le fait que les personnes en manifestation sont en représentation, qu'elles s'expriment déjà à l'aide de banderoles et de slogans, ce qui peut faire sembler absurde la démarche de les interroger sur leurs opinions.

Marion Guenot pense qu'il est difficile de séparer les deux types de sociologie. Elle donne l'exemple des réactions différenciées des policiers à l'occasion d'une intervention des Gilets jaunes, entre une minorité qui va à l'invective et une majorité qui reste en retrait et se refuse à se confronter au groupe de Gilets jaunes : dans ces cas-là, il est important de connaître les manifestants pour mieux saisir la manifestation dans son ensemble. En interrogeant les manifestants sur le vif, on perçoit mieux les nuances dans leurs opinions et leur compréhension des événements.

Olivier Fillieule explique que la distinction entre la sociologie des manifestants et la sociologie des manifestations reste pertinente, ces démarches ne répondent pas aux mêmes questions. Il se dit de plus en plus intéressé par la forme des manifestations et évoque la méthode de l'analyse visuelle qui permet de collecter un grand volume de données, notamment sur la morphologie des rassemblements.²⁵ Il confirme les

²⁴ Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj et Tommaso Vitale, « Questions de méthode », in CNCDH, *La lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Année 2018*, Paris, La Documentation française, pp.73-86.

²⁵ Axel Philipps, "Visual protest material as empirical data", *Visual Communication*, 11(1), 2012, pp.3-21. <https://doi.org/10.1177/1470357211424675>

propos de Marion, il pense que les deux sociologies sont indissociables. Il rappelle à cet égard que certains de ses travaux sur les mobilisations altermondialistes comparent un même mouvement social dans plusieurs pays, à grande échelle.

Samy Cohen (CEE) revient sur la difficulté à faire émerger les motivations réelles des manifestants et demande à Olivier Fillieule s'il a trouvé des techniques pour surmonter ce problème.

Olivier Fillieule insiste sur le paradoxe qu'il y a à demander à des manifestants de formuler des opinions individuelles sur un mouvement collectif. C'est d'autant plus compliqué que les journalistes qui reprennent ensuite ces informations ne sont pas toujours équipés pour comprendre ces propos et les relayer de façon appropriée. Il lui semble qu'un des problèmes de la question « pourquoi manifestez-vous aujourd'hui ? » est qu'elle génère des réponses hétérogènes, qui ne sont pas à classer sur le même plan. Les chercheurs peuvent choisir de travailler sur les motifs avancés, mais à condition de faire *in fine* des hypothèses sur les motivations qu'ils cachent. Nonna Mayer ajoute à l'appui un exemple tiré de *L'amour de l'art* de Pierre Bourdieu. On ne demande pas aux enquêtés « Aimez-vous l'art ? » mais « Allez-vous souvent au musée ? Seul ou en groupe ? Avec un guide ? Vous lisez avant ? Vous suivez des conférences ? » etc. Autant de questions indirectes qui permettent de reconstruire le rapport à l'art de la personne interrogée.

Friedrich Catoir s'interroge sur le clivage entre « haut et bas » en France, entre élites et classes moyennes et populaires mais aussi parmi les corps constitués : il fait notamment référence au fait que les commissaires de police ne sont pas issus du rang contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays.

Olivier Fillieule répond qu'en France, en dehors des périodes électorales, il n'existe aucun moyen de s'opposer aux projets gouvernementaux en l'absence d'instruments de démocratie semi-directe ou d'autres de points d'accès au pouvoir. Ailleurs, en Suisse notamment, ces moyens existent et la grève et la manifestation ne sont utilisées qu'en dernier recours. Il ajoute que les élites intermédiaires et supérieures françaises sont « hors-sol », coupées de la réalité du terrain, et que leur incapacité à comprendre ce qui s'y passe est en partie responsable des échecs de la gestion du maintien de l'ordre, notamment en manifestation.